

Sanctions administratives prononcées en 2024

En 2024, le Commissariat aux Assurances (ci-après le « **CAA** ») a prononcé 9 amendes d'ordre à l'encontre d'entreprises de réassurance soumises à sa surveillance, dont

- 6 amendes d'ordre pour des montants entre 2.000 EUR et 6.000 EUR ;
- 2 amendes d'ordre pour des montants entre 10.000 EUR et 11.000 EUR ;
- 1 amende d'ordre pour un montant de 38.400 EUR.

Les amendes d'ordre susmentionnées ont été prononcées en application de

- l'article 303, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, lettre a) de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances (ci-après la « **LSA** ») pour infraction à la loi précitée et à ses règlements d'exécution, en particulier eu égard à son article 91, alinéas 1^{er} et/ou 2 de la LSA ;
- l'article 303, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, lettre f) de la LSA pour non-respect des instructions du CAA, notamment en raison de défaut de fourniture au CAA d'éléments de reporting, mentionnés dans le Calendrier 2024 des Reportings (SOLO) au CAA pour les entreprises de réassurance de droit luxembourgeois, endéans les délais impartis par le CAA ;
- l'article 303, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, lettre h) de la LSA pour fourniture de documents ou de renseignements qui se révèlent être incomplets, inexacts ou faux, concernant notamment les éléments du reporting susmentionnés ;
- l'article 303, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, lettre j) de la LSA pour obstruction à l'exercice des pouvoirs de surveillance, d'inspection et d'enquête du CAA.